

Dossier

valenton • 183

RETOUR DE PALESTINE



- CE QUE NOUS AVONS VU
- «NOUS DEVONS TÉMOIGNER». INTERVIEW
- L'APPEL DES 108



À Jérusalem-est, difficile de manquer les militaires israéliens... ils sont partout !

Ce que nous avons vu !

À l'initiative de l'ANECR (1) et de l'AJPF (2), Françoise Baud, maire de Valenton et Léandre Cortana, adjoint au maire chargé de la jeunesse et du sport, se sont rendus en Palestine et en Israël du 11 au 15 avril dernier, pour participer à l'opération " un avion pour la paix ". J'ai eu l'immense privilège d'accompagner nos élus. Voici ce que nous avons vu et qu'il nous est interdit de faire.

(1) Association nationale des élus communistes et républicains.

(2) Association de jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises.

Les Palestiniens souffrent d'un mal incurable : l'espoir ! Espoir de libération, espoir d'indépendance, de construction d'une nation, espoir d'une vie normale, espoir de voir les enfants aller à l'école sans danger. Espoir de donner naissance à un enfant dans une maternité et non plus devant un contrôle militaire, les tristement célèbres check points, espoir de garder sa maison et son champ d'oliviers. Espoir de faire de Jérusalem la capitale mondiale de la Paix. Et le plus court chemin pour concrétiser ces espoirs est de tout faire pour libérer les Palestiniens de l'occupation et libérer la société israélienne de l'illusion d'un contrôle exercé sur un autre peuple. Mais nous n'en sommes malheureusement pas là ! Ici l'heure est toujours à la guerre permanente contre un peuple spolié de ses terres. Ici est mis en place un régime d'apartheid. Peut-être le rapprochement entre ces deux termes, apartheid et Israël peut choquer ! Pourtant, tout commence dès l'aéroport, où les membres de notre délégation dont le nom est à consonance maghrébine sont retenus plusieurs heures pour

des contrôles ! Puis dans chacune de nos visites, qu'il s'agisse des quartiers de Jérusalem-Est (territoire palestinien occupé), ou des camps de réfugiés, la présence des militaires, armés et arrogants, m'a le plus frappé. Apartheid parce qu'Israël doit répondre de beaucoup de choses : occupation illégale de territoires, massacres de population, crimes de guerre, démolition de milliers de foyers, colonisation systématique, expulsions, emprisonnements arbitraires, déplacements de population, interdiction de circulation, censure, harcèlement, interdit professionnel à 80 métiers, remise en cause du droit du culte... Entre «savoir» et «voir», il y a presque un abîme ! Nous avons vu ! Gaza nous a été interdit : pourquoi ? Parce qu'en décembre dernier, 1 440 personnes dont 431 enfants et 114 femmes y ont été massacrées et 4 000 maisons, écoles, hôpitaux détruits. Et les violences, les humiliations, le mépris et le racisme se perpétuent contre un peuple qu'Israël continue de spolier et d'asphyxier méthodiquement au quotidien, au mépris total du droit international. Nous avons vu sur le terrain comment le gouver-

«Depuis septembre 2000, Israël a détruit 4 170 maisons palestiniennes»

nement Israélien chassait de leurs propres maisons des Palestiniens habitant sur leur propre territoire.

Israël peut compter sur un allié de taille : les Etats-Unis !

Nous avons ramené de notre déplacement les preuves matérielles de ces nouvelles annexions de territoires qui sont ensuite attribuées à des colons israéliens. Nous avons vu, touché, le mur de la honte, interminable, 400 kilomètres de long, 8 m de haut, surplombé de miradors. Derrière, 600 000 Palestiniens y sont enfermés. 19 points de contrôle militarisés (jamais tous ouverts à la fois) « autorisent » un accès restreint pour rejoindre terres de culture, travail, école, hôpitaux... Nous avons vu les routes exclusivement réservées à la communauté israélienne. Comment accepter qu'une telle situation se poursuive, que la communauté internationale et notre gouvernement fassent semblant de ne rien voir et continuent de laisser faire alors que le 9 juillet 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) déclarait le mur contraire aux dispositions du droit international ? La cour concluait à l'obligation pour Israël de cesser immédiatement sa construction et de démanteler toutes les sections déjà construites, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem. Mais Israël peut compter sur un allié de taille, les Etats-Unis, pour continuer à bafouer le droit international en toute impunité. Depuis toujours, les alliés américains votent contre les résolutions de l'ONU. Ces deux pays entretiennent des relations militaires et économiques très étroites en raison des intérêts américains dans la région du Moyen-Orient ainsi que de l'influence du lobby pro-israélien aux Etats-Unis. Bien que n'étant pas membre de l'OTAN, Israël est le pays qui, chaque année, bénéficie le plus de l'assistance militaire des Etats-Unis. Ensemble, ils développent aussi des programmes de recherche-développement militaire dont les résultats sont parfois expérimentés sur les populations civiles de Palestine. Gaza en est un exemple. « Ce mur, nous explique Hind Khoury, déléguée de la Palestine en France, prend pourtant le peuple palestinien en otage. Il permet l'extension des colonies israéliennes et le développement du réseau routier, interdit aux Palestiniens, qui les relie à Israël. Ce mur est une énième violation par Israël du droit international ». 180 colonies et plus de 480 000 colons israéliens ont ainsi annexé des terres palestiniennes. Après l'enfermement d'un million de Palestiniens dans la bande de Gaza, La Palestine devient à son tour, une véritable prison à ciel ouvert.

À Jérusalem, 1 500 Palestiniens vont se retrouver sans toit !

Et l'apartheid est partout, y compris dans la ville la plus religieuse au monde : Jérusalem Est, où nous avons séjourné, territoire palestinien destiné à être la capitale de la Palestine. Plusieurs maisons ont été vidées de leurs habitants palestiniens, et d'autres le sont régulièrement, pour laisser la place à des habitants israéliens, qui aussitôt font flotter leur drapeau au sommet de la maison par pure provocation ! 280 arrêtés d'expulsion sont actuellement en cours pour installer d'autres colons

à Jérusalem Est ! 1 500 personnes vont se retrouver sans toit. Autre preuve de l'apartheid, le futur tramway construit par les sociétés françaises Alstom et Véolia-transport, qui va unir les colonies à Jérusalem-Ouest... sans desservir Jérusalem-Est !

Nous avons vu aussi les camps de réfugiés. Aïda, en bordure de Bethléem, un des 59 camps cernés par le mur et des barbelés, où nous pénétrons en bus par un check point. Aïda, 5 000 habitants venant de 26 villages rayés de la carte par Israël, une effroyable densité, un habitant au mètre carré ! Mais nous y avons rencontré des femmes et des hommes "debout", d'une admirable détermination, résolument décidés à ce que leur droit soit reconnu, malgré l'humiliante obligation de passer les check point matin et soir, de montrer leur laissez-passer que ce soit pour aller se faire soigner, aller acheter de quoi manger ou voir leur famille restée hors du camp. Dans ce camp, les habitants ont été obligés de peindre leur école en blanc et de demander la protection de l'ONU. Régulièrement des soldats israéliens la prenaient pour cible. Ici, pas de ramassage des déchets ménagers. Le cimetière est coupé par le mur. Les téléphones portables ne passent pas. Même le terrain de foot a été annexé, chèrement d'ailleurs : Chirine, 13 ans, le copain de Souad, mordu de ballon rond a été tué par balle pour s'y être opposé. Dans ce camp, trône une immense clef, un symbole. « Chaque Palestinien garde la clef de sa maison dont il a été expulsé, nous explique Issa Qaraqi, membre du parlement palestinien, espérant qu'ils reviendront un jour, bien que nombre de ces maisons aient été détruites par Israël et que d'autres ont été occupées par des familles israéliennes. Mais empêche-t-on une abeille de retourner dans sa ruche ? »

« Le 5 mai, Sarkozy recevait Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères israélien et leader d'extrême droite, cautionnant ainsi les propos de ce dernier contre la création d'un état palestinien ! »

Françoise Baud a assuré de son soutien Fadwa Barghouti, épouse de Marwan Barghouti, député palestinien condamné à la prison à vie.



« Citation du mois »

« La majorité écrasante du peuple palestinien est prête à un compromis historique fondé sur les décisions internationales, qui garantira un Etat d'Israël et un Etat palestinien, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. »

Marwan Barghouti - député palestinien, emprisonné depuis 2004



Le mur de la honte, 400 kilomètres de long, 8 m de haut, surplombé de miradors. Derrière, 600 000 Palestiniens y sont enfermés.

Il faut dénoncer au monde la «purification ethnique»

Mais les Palestiniens ne sont pas seuls. En Israël, où la situation politique et économique s'aggrave considérablement, des voix s'élèvent, celles des députés pacifistes, des communistes et militants israéliens pour la paix. Nous avons rencontré d'ailleurs des militants israéliens pour la PAIX, au courage et à la détermination impressionnants dans un pays désormais dirigé par l'extrême droite (voir encadré). *«Même si la voix des colons, des colonialistes et des fascistes n'a jamais été aussi forte ici, nous ne perdons pas courage, précisait une députée pacifiste. Nous continuons le combat pour faire reconnaître les Palestiniens comme nos partenaires naturels. Il faut dénoncer au monde la "purification ethnique" qui est menée à Jérusalem-est.»* Et concernant Gaza, elle expliquait encore, *«c'est un comble ! Israël détruit, la communauté internationale paie les réparations (4,5 milliards d'euros) et ce sont les entreprises israéliennes qui assurent les travaux et encaissent les bénéfices sur lesquels elles paient des impôts qui servent ensuite à financer le budget militaire»*. Nous avons vu aussi des jeunes, de plus en plus nombreux à faire valoir leur objection de conscience plutôt que d'accomplir le service militaire (dès l'âge de 18 ans, 3 ans pour les hommes, 2 ans pour les femmes) et risquant ainsi entre 3 et 6 mois de prison. Ils s'organisent aujourd'hui dans un mouvement appelé *«Nous ne voulons pas tuer»*. Tout un symbole !

Le regard inoubliable de Fadwa Barghouti

Et puis un autre très grand moment aussi, notre rencontre avec l'avocate Fadwa Barghouti, épouse de Marwan Barghouti, député palestinien du Fatah, condamné en 2004 à cinq peines de réclusion à perpétuité pour cinq meurtres et 40 ans d'emprisonnement pour tentative de meurtre. Ses véritables crimes ? Être chef de la branche armée du Fatah, bénéficier d'une immense popularité auprès des Palestiniens pour lesquels il incarne le dernier espoir d'une relance de la négociation de paix avec

«Chirine, 13 ans, a été tué parce qu'il voulait jouer au football !»

Israël, de la fin des luttes fratricides entre le Fatah et le Hamas et de la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Et surtout celui de la naissance, enfin, d'un Etat palestinien indépendant et démocratique. Françoise Baud n'oubliera jamais le regard de Fadwa lorsqu'elle lui a remis le drapeau de la paix valentonnais. *«Nous savons qu'en France la lutte pour la libération de mon mari est engagée, soulignait Fadwa. Mais il y a aujourd'hui 11 000 autres Palestiniens, dont 45 élus, incarcérés dans les prisons d'Israël. Tous ces sacrifices conduiront à la création d'un état palestinien»*. Partout la même détermination, le même optimisme, y compris à Nazareth, dernière étape de notre séjour. Dans cette ville de 75 000 habitants à grande majorité arabe, le gouvernement israélien n'a pas supporté que les électeurs élisent depuis 1971 un maire communiste. Pourtant, ici dans cette ville de Galilée, berceau du christianisme, juifs, chrétiens et musulmans cohabitent, dans l'indifférence, ni ennemis, ni amis. Mais le gouvernement israélien n'en a que faire. Aussi, la Ville voit ses dotations budgétaires amputées de 21% et le pouvoir a fait édifier juste à côté Nazareth Illit, une autre ville dont la population est composée essentiellement d'habitants d'origine juive, établis en grande partie sur des terrains appartenant à des arabes expropriés. Et dernièrement, le ministre de la sécurité intérieure a proscrié une série de manifestations intitulées *«Jérusalem, capitale de la culture arabe»*, programmées à Jérusalem, à Nazareth et dans d'autres lieux du pays.

On ne revient pas indemne d'un tel voyage

On ne revient pas indemne d'un tel voyage. Mais ce qui ressort immédiatement, c'est d'abord un sentiment absolu de révolte, d'injustice et de colère devant la situation matérielle et les humiliations quotidiennes que subissent les Palestiniens. Un peuple qui, partout où nous sommes allés, nous a accueillis à bras ouverts





et nous a donné une magistrale leçon de courage et d'humanité. Tous veulent obtenir un règlement pacifique de ce conflit par l'instauration de deux états viables et indépendants. Tous nous ont demandé de témoigner à notre retour de la réalité de la situation qu'ils subissent, de l'enfer qui est le leur, de l'urgence d'appliquer enfin les résolutions de l'ONU, d'en finir avec l'impunité totale dont bénéficie Israël lorsqu'elle viole les règles les plus élémentaires des droits humains et du droit international. Il est en effet choquant de voir la différence d'indignation et de traitement dont font preuve des gouvernements qui se veulent pourtant les pourfendeurs des atteintes aux libertés et aux droits de l'homme. L'Europe doit exiger que le droit international soit respecté dans cette partie du monde où elle a d'immenses responsabilités. Le débat pour les élections du 7 juin doit s'emparer de cette question essentielle au nom de la paix, des droits de l'homme et de l'équilibre du monde. Il faut impérativement mettre fin à 60 ans d'occupation brutale, d'oppression, d'expulsions, de violence. Il est possible que ces deux peuples aient chacun leur état et vivent côte à côte en paix. Le problème n'est pas religieux, il est politique. Je veux que Fadwa retrouve son mari et que Fatou, Souad, Azza et Tounes, enfants des camps d'Aïda, de Balata, d'Aska ou de Jalazon retournent dans le village de leurs parents et puissent y jouer au foot sans craindre les tirs des militaires israéliens. Une terre, un peuple, un destin : sur la Palestine, un jour nouveau peut se lever. À chacun d'entre nous d'y contribuer. ■

Christian Leduey



Le mur, encore et toujours le mur... ici à la limite de Ramallah.

L'ONU et la Palestine !

Voici les 4 principales résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU sur la question israélo-palestinienne.

RESOLUTION 192 :

Adoptée en décembre 1948 au lendemain de la création de l'Etat israélien à l'Assemblée générale des Nations unies, cette résolution décidait «*qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte -ou ce dommage- doit être réparée par les gouvernements ou autorités responsables.*»

RESOLUTION 242 :

C'est le texte-phare de l'ONU sur la question israélo-palestinienne. Adoptée par le Conseil de sécurité en novembre 1967, cinq mois après la Guerre des Six-Jours, cette résolution proclame le principe de «*la paix contre la terre*». La résolution met en avant deux principes pour instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient : «*le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit et le respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force*». Le Conseil souligne en outre «*l'inadmissibilité de*



l'acquisition de territoire par la guerre», référence aux territoires conquis par Israël lors de la guerre de juin 1967, notamment la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem-Est.

RESOLUTION 338 :

Adoptée le 22 octobre 1973 en pleine guerre du Kippour, cette résolution réaffirme avec force la validité et les termes de la résolution 242 et appelle à l'arrêt immédiat des combats dans les positions du moment. Le Conseil de Sécurité demande ainsi à «*commencer immédiatement après le cessez-le-feu l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967, dans toutes ses parties*».

RESOLUTION 1397 :

Cette résolution adoptée le 12 mars 2002 par 14 voix pour et une abstention (Syrie), mentionne pour la première fois l'existence d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, exige l'arrêt du bain de sang entre les deux peuples et les appelle à coopérer en vue de reprendre leurs négociations de paix. Là encore, le Conseil rappelle la validité de «*toutes ses résolutions antérieures, en particulier*

les résolutions 242 et 338». Surtout, pour la première fois, il affiche sa «*vision d'une région où deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues*».

Israël a une longue histoire d'abus du droit international restés impunis. Pourtant, à la date d'aujourd'hui, plus de 100 résolutions des instances de l'ONU ont été adoptées sur la question palestinienne. Aujourd'hui, seules des sanctions politiques, économiques et diplomatiques peuvent contraindre le gouvernement d'Israël à détruire le mur de la honte, à évacuer les territoires occupés, à renoncer à la politique d'apartheid et de négation des droits fondamentaux du peuple palestinien. Il faut également convoquer une conférence internationale ayant pour objectif l'application des résolutions onusiennes bafouées par Israël. Si l'Union européenne doit agir, c'est en ce sens, et c'est à l'Assemblée générale des Nations unies que doit revenir la charge d'organiser une telle conférence et de garantir ses conclusions.



Nous devons témoigner !

Françoise Baud et Léandre Cortana reviennent des territoires palestiniens occupés militairement par Israël. Ils nous livrent leurs premières impressions.

«180 colonies et plus de 480 000 colons juifs ont annexé des terres palestiniennes»

Flash-Valenton : Quelles sont les raisons qui vous ont conduits à vous associer à l'initiative de l'ANECR et de l'AJPF ?

Françoise Baud : Outre mon propre engagement en faveur de la cause palestinienne, notre déplacement en Palestine est intimement lié à la rencontre que nous avons eue avec les jeunes Valentonnais au lendemain des massacres sur Gaza en décembre et janvier dernier. En fait, ce sont ces jeunes qui ont organisé une initiative de soutien en faveur des Palestiniens, qui nous ont indirectement demandé d'y aller. Ils voulaient que nous fassions plus pour la Palestine. Valenton est une ville de solidarité. Ce déplacement était un acte de solidarité envers ce peuple debout.

Léandre Cortana : Gaza, les massacres, le racisme, le colonialisme, c'était insupportable. Il fallait faire quelque chose. Et en plus nous savons tous que ce que nous voyons chez nous sur nos téléviseurs ne reflète que dix

pour cent de la réalité. Notre choix de nous rendre en Palestine était commandé par notre volonté de voir la réalité, pour ensuite, la raconter, pouvoir témoigner sur du vécu. Et lorsque Françoise m'a demandé de l'accompagner, je n'ai pas hésité.

Flash-Valenton : Quels sont les éléments les plus marquants que vous retenir de ce séjour ?

Françoise Baud : C'était la première fois que je me rendais sur place. Entre savoir et voir, il y a, dans cette région, presque un abîme. Et les sentiments que j'éprouve aujourd'hui sont des sentiments de révolte, de colère. On ne peut pas se taire devant autant de crimes, d'atteinte à la dignité de l'homme. Ce que j'ai vu dépasse ce que j'imaginai. Et je peux affirmer aujourd'hui que ce n'est pas la puissance militaire qui fait la grandeur d'un peuple. Israël est un pays d'apartheid, cela ne fait plus aucun doute. Là-bas, on tire sur les gens, sur les écoles. Sur des gamins en train de jouer au football. On enferme des populations dans des camps, des prisons à ciel ouvert. On les empêche d'aller se soigner, on leur interdit certaines routes, réservées uniquement aux colons. On entoure les villages d'un mur. On leur coupe l'eau et l'électricité. On les expulse de leur maison. Mais malgré toutes ces épreuves, ces humiliations, toutes les souffrances endurées et le manque d'actions déterminées de la communauté internationale, les Palestiniens forts de leur droit, de l'espoir de vivre dignement et librement, font preuve d'un courage et d'une vitalité incroyables. Et c'est dans le regard de Fadwa Barghouti,

Françoise Baud et Léandre Cortana remettent le drapeau de la Paix valentonnais au directeur général du Président Mahmoud Abbas, accompagné d'Hind Khoury, représentante de l'autorité palestinienne en France.



«À Aïda, l'armée israélienne prenait l'école pour un champ de tir»

l'épouse de Marwan Barghouti, député palestinien condamné à la prison à vie, que je conserverai l'image de toute cette détermination.

Léandre Cortana : Ce que j'avais lu, je l'ai vu ! J'ai constaté de mes propres yeux comment le gouvernement Israélien, chasse des Palestiniens de leurs propres maisons. J'ai vu le mur de la honte, le mur de l'apartheid ! J'ai vu les impacts de balle sur les murs d'une école. Comment accepter qu'une telle situation se poursuive, que la communauté internationale, que notre gouvernement fassent semblant de ne rien voir et continuent de laisser faire ? Et nous avons aussi rencontré des gens d'un courage extraordinaire. Dès mon retour, je l'ai d'ailleurs dit dans mon homélie car là-bas ma façon de croire a pris une autre dimension. À Jérusalem, à Nazareth, à Ramallah, j'ai rencontré mes frères.

Flash-Valenton : Quelles sont les suites que vous allez donner maintenant à ce séjour ?

Léandre Cortana : Il faut faire parler la Paix ! Je suis à la fois adjoint au maire et diacre. Et être chrétien, c'est porter la parole. C'est dire ce qu'on a vu. On ne peut pas se taire. C'est impossible ! Et même si je dois prendre des coups, je continuerai ! C'est d'ailleurs ce que m'a dit notre évêque : *«Je compte sur vous !»*. Comment avoir la foi et occulter ce dont on a été témoin ? Être croyant, ce n'est pas défendre les riches, c'est prendre la cause des opprimés. C'est comme cela que je conçois ma mission, mon engagement. Et il y a urgence à agir, pour enfin dire à Israël : maintenant ça suffit ! Il faut que la haine fasse place à la fraternité et à la paix. Et c'est possible.

Françoise Baud : Je dirais que notre responsabilité est grande. Tous les gens que nous avons rencontrés, sans exception, qu'il s'agisse du maire de Nazareth, de Fadwa Barghouti, du directeur général du Président Mahmoud Abbas, des dirigeants palestiniens d'Aïda, des pacifistes israéliens, tous nous ont demandé la même chose : témoignez, dites ce que vous avez vu mais surtout à l'échelon national et européen, interpellez vos dirigeants et demandez-leur d'exiger l'application des résolutions de l'ONU, le respect du droit international et du droit à la justice et à la liberté pour le peuple palestinien. C'est d'ailleurs sur cette question que j'ai interpellé le Consul de France lorsqu'il nous a reçus à Jérusalem. Le débat pour les élections du 7 juin doit aussi s'emparer de cette question essentielle au nom de la paix, des droits de l'homme et de l'équilibre du monde. Nous sommes maintenant des «passeurs de paix» mais les porteurs aussi de notre expérience et de la conviction de leurs espoirs. Mon premier geste sera de proposer à notre conseil municipal de nommer Marwan Barghouti, citoyen d'honneur de notre ville. Mais je souhaite que ce soit avec toutes les composantes de la population valentonnaise que nous construisions des formes de coopération. C'est d'ailleurs pourquoi Hind Khoury, représentante de l'autorité palestinienne en France, a déjà répondu favorablement à mon invitation pour venir à Valenton. ■

Nétanyahou

redevient Premier ministre

Au terme des élections législatives du 10 février dernier, Benjamin Nétanyahou a retrouvé le poste de Premier ministre qu'il avait déjà occupé de 1996 à 1999. Son gouvernement a obtenu les votes de 69 députés israéliens, sur 120 députés. Ce gouvernement, qui compte 30 ministres, comprend au poste clé

des Affaires étrangères l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, chef du parti Israël Beiteinou. Rappelons que Benjamin Nétanyahou est opposé à la création d'un État palestinien indépendant. Lors de ces élections, le parti Travailliste a perdu 6 sièges, le Likoud en a gagné 15, Israël Beiteinou 4 de plus et les communistes, un député

supplémentaire, Dov Khenin, élu à... Tel Aviv. Le gouvernement de coalition de Benjamin Nétanyahu compte 27 élus du Likoud (droite conservatrice), 15 d'Israël Beiteinou (extrême-droite nationaliste), 13 Travaillistes (socio-démocrates), 11 du Shass (ultra-orthodoxes) et 3 du Foyer juif.



En plein Jérusalem-est, des immeubles vides, réquisitionnés par le pouvoir israélien.

QUELQUES CHIFFRES

51% des familles arabes en Israël vivent sous le seuil de la pauvreté.

5,86% des fonctionnaires israéliens sont arabes.

Les Palestiniens ne possèdent que **3,5%** de la terre de leur pays

Le salaire moyen des travailleurs arabes n'atteint que **67%** de celui des Israéliens.

Seules **18%** des femmes palestiniennes d'Israël ont accès à un travail contre **56%** des femmes israéliennes.

Depuis la création de l'Etat hébreu, **600** localités juives ont vu le jour dont plus de la moitié sur les territoires occupés.



Appel des 108

De retour de Palestine et d'Israël où nous avons rencontré de nombreux interlocuteurs, nous, "les 108", avons décidé de lancer tous ensemble cet appel...

Nous sommes 108 à nous être rendus en Israël et en Palestine du 11 au 15 avril pour participer à «Un Avion pour la Paix», à l'initiative de l'ANECR et de l'AJPF. Parmi nous, 85 élus nationaux et territoriaux (sénateurs, conseillers municipaux, régionaux et généraux, maires...) accompagnés de représentants du monde politique, syndical et associatif, de journalistes, dont le directeur de l'Humanité, Patrick le Hyaric et d'une équipe de télévision, du cinéaste Robert Guédiguian, du photographe Pierre Trovel et d'un documentariste. Notre délégation est ainsi représentative d'une grande diversité de territoires, répartis dans toute la France, et de plusieurs sensibilités de gauche.

Après le massacre de Gaza, nos objectifs étaient de :

Porter au peuple palestinien la solidarité qui s'était exprimée avec force en France pendant l'agression de l'armée israélienne, rencontrer des citoyens palestiniens et israéliens qui ont en commun l'attachement aux droits humains et à la paix au Proche-Orient sur le principe «deux peuples, deux Etats», susciter de nouveaux projets de coopération avec des collectivités et des camps de réfugiés palestiniens, et donner une nouvelle ampleur aux partenariats déjà existants.

Nous avons eu de multiples rencontres, notamment avec l'Autorité palestinienne et des pacifistes israéliens à Ramallah et Tel Aviv, mais l'entrée à Gaza nous a été refusée. Nos visites à Jérusalem, Nazareth, Bethléem et

dans les camps de réfugiés, l'expérience que nous avons vécue sur le terrain et nos observations personnelles nous conduisent à faire part de notre profonde indignation. En effet, comment accepter la poursuite de la colonisation, planifiée à tous les niveaux par les autorités israéliennes, en Cisjordanie et à Jérusalem Est, qui remet en cause de fait la création d'un Etat palestinien avec sa continuité territoriale ? Comment accepter que des milliers d'habitants de Jérusalem, parce qu'ils sont arabes, voient leur maison détruite par les autorités israéliennes ? Comment accepter le mur de la honte qui contribue à l'installation d'une véritable situation d'apartheid et viole le droit élémentaire des Palestiniens à circuler ? Comment accepter le blocus de la bande de Gaza ? Comment accepter l'emprisonnement de 11 000 militants politiques palestiniens, dont le tiers des membres du Parlement ? Comment accepter le refus du droit au retour pour les 9 millions de réfugiés palestiniens ?

Devant cette situation intolérable, nous avons décidé d'appeler à :

Peser sur le gouvernement français, le Parlement et le Conseil européen pour que l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël soit suspendu tant que cet état viole le droit international et les droits de l'homme ; mener une grande campagne de témoignages et d'actions pour mettre un terme à l'occupation et créer un Etat palestinien souverain, aux côtés de l'Etat d'Israël ; mul-

«Aujourd'hui, la Palestine ne couvre plus que 14% de son territoire d'avant 1948»

tiplier les projets de coopération entre collectivités françaises, villes et camps de réfugiés palestiniens. Nous appelons les élus et les citoyens de France et de l'Union européenne à mener ensemble ce combat pour une paix juste et durable en Israël et en Palestine, le respect du droit international et du droit à la justice et à la liberté pour le peuple palestinien. ■

Jérusalem, le 15 avril 2009

Vous pouvez soutenir cet appel en le signant directement sur le site www.elunet.org ou en lien sur le site de notre ville : www.valenton.fr



En visite à Ramallah, la délégation a tenu à rendre hommage à Yasser Arafat, dirigeant du Fatah, puis de l'OLP et chef de l'autorité palestinienne, décédé en 2004.

LES PASSEURS DE PAIX

Parmi les 108 personnes à accomplir ce séjour, cette délégation comptait treize élus du Val-de-Marne : Françoise Baud, maire de Valenton, Léandre Cortana, adjoint au maire de Valenton, Sokona Niakhate, conseillère municipale de Fontenay-sous-Bois, Slimane Abdouncharef, Khaled Ben Mohamed, Sonia Guenine et Ager Oueslati, conseillers municipaux de Vitry, Hassan Aoummis, Gérard Chambon et Jean-Joël Lemarchand, adjoints au maire de Choisy-le-Roi, Georges Charles, adjoint au maire de Champigny, Pierre Bell-lloch et Evelyne Rabardel, conseillers généraux du Val-de-Marne.

Témoignage

« Patrick Le Hyaric «a-t-on décidé de laisser un État agir en toute impunité ?»

Directeur de l'Humanité et membre de la délégation des 108, Patrick Le Hyaric a interrogé la communauté internationale quant à son respect du droit. Nous reproduisons ici l'article paru dans l'Humanité datée du 17 avril dernier.

Il y a un problème politique posé à tous les dirigeants du monde et à chaque être humain. Est-on décidé à appliquer le droit international ? Ou bien a-t-on décidé de laisser un État agir en toute impunité ? Comment comprendre que lorsqu'un pays comme la Corée du Nord lance un missile qui retombe immédiatement dans l'eau, le Conseil de sécurité de l'ONU est

convoqué, mais que lorsqu'il s'agit des Palestiniens on ne peut jamais réunir ce même Conseil ? Avant de lancer une proposition acceptée par Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine en France : « Parallèlement aux forces institutionnelles, une structure acceptable par toutes les parties pourrait être mise sur pied pour tenir une conférence

progressiste, citoyenne et associative. Cette conférence permettrait la rencontre de forces américaines, européennes et arabes afin d'essaimer un mouvement mondial. Qu'il s'agisse de l'apartheid en Afrique du Sud ou du Vietnam, la pression des peuples a toujours contribué à libérer les populations.

Protestations

Nous voulons fermement protester contre les conditions d'accueil qui nous ont été réservées, aussi bien à l'arrivée qu'au départ à l'aéroport de Tel Aviv. Tous les élus au nom à consonance maghrébine ont été retenus plusieurs heures, certains dès la sortie de l'avion. Au retour, d'autres membres de la délégation ont été pris à part pour être interrogés. « *Qui avez-vous rencontré ? Où êtes-vous allés ? Pourquoi êtes-vous venus en Israël ? Avez-vous eu des cadeaux ? Pourquoi êtes-vous en délégation ? Connaissez-vous le nom du chauffeur du bus qui vous a conduits jusqu'à l'aéroport ?* ».

Le Quai d'Orsay, l'Ambassade de France en Israël et le Consulat Général de France à Jérusalem étaient pourtant informés de notre venue, du contenu de notre visite et de la composition précise de notre délégation. La France ne doit plus accepter qu'un pays traite ses ressortissants, élus de la nation et citoyens, comme des « coupables », de manière humiliante et avec des démonstrations de force injustifiées, en toute impunité. La règle de la réciprocité internationale exige que nous soyons traités de la même manière que les élus et citoyens israéliens qui se rendent en France.

Insupportable et inconcevable



Rober Guédiguian : «Je ne supporte pas qu'on ne puisse pas se supporter. Peut-être mes origines expliquent-elles cette philosophie. Je suis Arménien par ma mère et Allemand par mon père : un peuple «génocidé» d'un côté et un peuple génocidaire de l'autre. Je suis un militant «généraliste» et ce qui se passe ici est insupportable, inconcevable. C'est pourquoi j'ai répondu à votre invitation. Toutes les questions qui se posent en terme de droits de l'Homme me touchent énormément et elles se concentrent ici en Palestine et en Israël. Je viens de terminer la réalisation d'un film sur l'Affiche rouge (*); Manouchian, avant d'être fusillé par les Allemands écrit dans sa

Les points de vue de Rober Guédiguian, réalisateur et de Kaddour Hadadi chanteur du groupe MAP (Ministère des Affaires Populaires)

dernière lettre : «Je meurs sans haine pour le peuple allemand». J'aimerais entendre ce type de phrase aujourd'hui. Si j'étais Palestinien et que je voulais faire un film je montrerais massivement ce qui va bien. Mais c'est ma manière de vivre, le cinéma relève toujours de l'intime. Il n'existe aucun endroit où il ne se passe pas de choses formidables. Montrer qu'il y a de la vie, que ça résiste malgré les destructions».

(*) Quatre ans après «Le promeneur du Champ-de-Mars», Rober Guédiguian renoue avec l'histoire en réalisant «l'Armée du crime», un film qui retrace le parcours des FTP-MOI, résistants juifs communistes immigrés menés par Missak Manouchian qui seront fusillés en février 1944 au Mont-Valérien et auxquels Aragon rendit hommage dans un bouleversant poème,

Strophes pour se souvenir, mis en musique par Léo Ferré sous le titre l'Affiche Rouge. Sortie en salle le 16 mai.

Kaddour Hadadi : «J'ai envie de crier au monde entier ce que j'ai vu, senti ou touché lors de mon séjour. Toutes ces images, ces visages, cette tristesse m'étrangent, m'étouffent, me coupent le souffle, comme si il n'y avait aucun mot pour traduire ce que je ressens vraiment, comme si la vérité était irracontable. Comme si le monde ne pouvait pas comprendre, et imaginer l'inimaginable. Et pourtant, je le jure, j'ai vu la pire des choses, j'ai vu la persécution, j'ai vu l'humiliation, j'ai vu l'apartheid, le mépris et le racisme le plus primaire et abject, oui

j'ai vu la colonisation. Mais j'ai vu aussi les Palestiniens, j'ai vu qu'ils avaient cette force, cette foi en eux, cette certitude qu'ils ne plieront jamais. Je les ai vus «grands», je les ai vus debout, quand combien d'autres seraient à terre depuis bien longtemps. Je les ai aimés, je les ai admirés. Il ne faut surtout pas les lâcher. Maintenant il faut raconter ce que nous avons vu et continuer le combat pour la création d'un véritable Etat palestinien». ■

(*) Le groupe MAP sera en concert à l'espace Barbara à la Goutte d'Or les 16 et 17 mai.

